

# Le pouvoir aux travailleurs

14 juillet 2006

N° 126

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- LA RÉALITÉ SOCIALE DERRIÈRE LE RIDEAU DE FUMÉE .....	2 - 4
- L'ART DE SOIGNER SES AMIS.....	5
- LA BANQUE MONDIALE DÉCOUVRE CE QUI EMPÊCHE LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE .....	6
- AUDIENCES FORAINES A GUICHET SÉPARÉ, LA PORTE OUVERTE AUX INJUSTICES.....	6 - 7
-FONCIER RURAL ET AFFRONTLEMENTS INTER-ETHNIQUES .....	7 - 8
- LA MISÈRE MATÉRIELLE ET MORALE, CEUX QUI L'AMPLIFIENT ET CEUX QUI EN PROFITENT .....	9 - 10
-ECOLES PUBLIQUES: C'EST A L'ETAT DE LES CONSTRUIRE .....	10
-LE GPP: UN DANGER POUR TOUTE LA POPULATION .....	11
- JOURNÉE MONDIALE DE LA POPULATION: BOHOUN BOUABRE SE MOQUE DE LA JEUNESSE .....	11
-LES PLUIES ENDOMMAGENT DES FORAGES A LA RIVIERA: LA SODECI ENTIÈREMENT RESPONSABLE .....	12
-SEULS LES OISEAUX DE MÊME PLUMAGE SE COMPRENNENT..	12
- UNE VASTE ESCROQUERIE APPELÉE PLACEMENTS D'ARGENT SE DÉVELOPPE A ABIDJAN .....	12 - 13
- 18 FAMILLES EXPULSÉES DE LEURS LOGEMENTS .....	13
- MALGRÉ LES DISCOURS, LA FIN DE LA GUERRE N'EST PAS A L'HORIZON ET ENCORE MOINS LA PAIX POUR LES CLASSES POPULAIRES .....	14 - 16

## LA REALITE SOCIALE DERRIERE LE RIDEAU DE FUMEE

La vie n'a jamais été facile pour ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, mais tous constatent qu'elle devient toujours plus difficile. Combien de travailleurs ne savent pas, en se réveillant le matin, s'ils trouveront un travail dans la journée ? Combien ne savent pas comment ils se procureront de quoi s'acheter ne serait-ce qu'un seul repas ? Même pour ceux qui ont un salaire, l'existence est une lutte quotidienne, avec les prix qui augmentent, la nourriture, le logement, la scolarisation des enfants, tout. Et pour tous, une maladie est une catastrophe, comme l'est la vieillesse.

Tous constatent aussi que l'action du gouvernement ne contribue en rien à alléger le sort des classes populaires. Tout ce qui est ou devrait être du ressort de l'Etat est dans une situation exécrable. Les quartiers populaires se transforment en cloaques à la moindre pluie. Les infrastructures pour la distribution d'eau ou d'électricité, comme les routes, se détériorent faute de travaux d'entretien. Les hôpitaux publics sont dans un état scandaleux au point qu'il y a bien des raisons de craindre, en y rentrant, que si l'on est guéri d'une maladie, on en attrape une autre. Même situation à l'Education nationale. Quelle peut être la qualité de l'enseignement dans des classes surchargées même avec la meilleure volonté de l'enseignant ? D'où la multiplication des écoles privées, dont la plupart ne dispensent pas un enseignement plus correct et ne sont pas créées pour cela, mais pour rapporter de l'argent à leurs fondateurs qui escroquent littéralement les familles pauvres qui font des sacrifices pour qu'au moins leurs enfants s'en sortent.

Voilà la situation dans les villes. Et chacun sait que le sort de la population pauvre des campagnes est souvent pire.

Ces défaillances de l'Etat dans les tâches qui devraient être les siennes sont autant de coups contre les classes pauvres déjà exploités par leurs patrons pour ce qui est des salariés et volés de différentes manières pour ce qui est des petits marchands ou pour les petits paysans – sans même parler des rackets permanents des corps habillés. Les riches, eux, en subissent un peu les conséquences, mais pour se soigner, ils ont les cliniques privées et ils ont les moyens d'envoyer leurs rejetons dans les écoles à l'étranger.

Et on sait aussi que dans les secteurs dont l'Etat est directement le patron, les salaires ne sont pas convenables pour les instituteurs, pour les enseignants, pour le personnel des hôpitaux publics. Les enseignants ont dû reprendre le travail après trois mois de grève sans avoir rien obtenu. « Ce n'est pas le moment » - leur a-t-on dit.

Pourquoi ce n'est pas le moment ? A cette question la réponse, formulée, matraquée ou seulement sous-entendu, est l'état de guerre. Oui, l'état de guerre coûte cher à la société en désorganisation, en recul de la production, en perturbation des échanges, sans même parler des aspects militaires, des vies humaines, des destructions, des dépenses d'armement. Mais cela n'explique pas tout.

Car enfin, au moment où « ce n'était pas le moment » pour les salaires des enseignants, cela l'était pour le salaire des députés. Pendant qu'il n'y a pas d'argent pour les infirmières des hôpitaux publics ou pour les instituteurs, au sommet de l'Etat, à la direction des ministères ou des grandes administrations, les salaires déjà élevés sont complétés par des magouilles qui se chiffrent en dizaines ou centaines de millions, par les revenus de la corruption, par le bradage des biens de l'Etat au profit des amis, par le vol à grande échelle de la part de tous ceux qui détiennent une position d'autorité assez élevée pour le permettre.

Mais il y a encore autre chose que la corruption et le vol qui restent quand même illégaux, même s'ils sont pratiqués par les plus hautes autorités.

« Notre Voie » du 12 juillet publie un interview de Diby Charles, le ministre de l'économie, destiné à « rassurer le patronat français », comme dit le titre. Le ministre se flatte des « très bonnes relations » que son gouvernement entretient avec le secteur privé. « A titre d'exemple » - affirme-t-il - « depuis le début de l'année, 100 milliards FCFA ont été injectés dans le circuit financier au bénéfice du secteur privé. »

100 milliards ! Combien d'écoles, combien de dispensaires on aurait pu construire avec cette somme ? A combien d'infirmières ou d'instituteurs on aurait pu payer un salaire meilleur ? Combien de médicaments on aurait pu mettre à la disposition des hôpitaux publics afin qu'on soigne un peu mieux ceux qui n'ont pas d'argent pour en acheter ? Combien de quartiers populaires on aurait pu assainir ? Et consacrer de l'argent à assainir les quartiers populaires, à y construire des canalisations ou à y améliorer l'état des routes aurait pu, de plus, créer des milliers d'emplois utiles pour ceux qui ne trouvent pas de travail. Construire des dispensaires ou des écoles aurait pu assurer un salaire à des milliers de travailleurs du bâtiment.

Toute la société y aurait gagné car les salaires supplémentaires auraient animé le commerce des petits marchands. Eh bien, ce n'est pas le choix qu'a fait le gouvernement. Il a choisi de donner cette somme aux capitalistes du privé, aux patrons ivoiriens, français ou libanais, pour les « encourager » à poursuivre ou à reprendre leurs activités, c'est-à-dire, à gagner de l'argent sur le dos de la population travailleuse.

L'Etat manque d'argent à cause de la coupure du pays ? Mais il fait le choix, consciemment, d'utiliser l'argent qu'il a, à aider le patronat, à aider les plus riches, ce qui signifie sacrifier les plus pauvres ! Et il n'y a pas que cela. Dans le même interview, Diby Charles promet aux patrons « qu'il n'y aura pas de harcèlement fiscal » et promet « Si un agent se montre indélicat, il sera châtié pour donner l'exemple...il faut s'envelopper d'un code éthique. » Qu'en termes respectueux ces choses-là sont dites ! Quand les ministres s'adressent aux classes laborieuses, leurs mots suent le mépris. Quand ils s'adressent aux patrons, ils suent l'obséquiosité.

Et ce n'est pas qu'une question de mots. Car lorsque le gouvernement est tolérant à l'égard des patrons, lorsqu'il ne les oblige même pas à payer ce qu'ils doivent à l'Etat, c'est autant d'argent en moins pour les dépenses indispensables pour améliorer les services utiles à la majorité de la population.

On voit bien que l'état de guerre n'a rien à voir avec l'affaire. Pourquoi ce serait aux pauvres et à eux seuls, de faire tous les sacrifices que la guerre entraîne ? Pourquoi pas imposer les sacrifices aux plus riches en augmentant leurs impôts ? La guerre, cette même guerre, qui est un drame pour la majorité de la population, est au contraire, une source d'enrichissement pour beaucoup de gros négociants et trafiquants en tout genre.

Gbagbo et les siens ne sont peut-être pas pires que ne l'ont été Bédié ou Ouattara. Mais ils ne sont pas meilleurs non plus. Le FPI, comme son chef, se disaient socialistes lorsqu'ils étaient dans l'opposition, c'est-à-dire, un peu plus en faveur des travailleurs et des pauvres que leurs rivaux. Mais depuis qu'ils sont au gouvernement, on constate que c'est aux patrons qu'ils cherchent à plaire, aux plus riches quitte à piétiner les autres. Les cadres du FPI devenus dignitaires ou notables ont gagné avec l'accession de Gbagbo au pouvoir. Mais les travailleurs, les pauvres, qu'est-ce qu'ils y ont gagné ? C'est cette réalité là, cette volonté de servir les intérêts du patronat et des riches au détriment des travailleurs et de la majorité de la population que le pouvoir actuel cherche à dissimuler, en évoquant l'état de guerre, en brandissant la menace des « assaillants » et, bien pire encore, en diffusant le poison de l'ethnisme.

Il ne faut pas que les travailleurs se laissent avoir. Il faut qu'ils comprennent la réalité derrière le rideau de fumée. Le pays n'est peut-être pas très riche, pas autant en tout cas que les pays impérialistes dont la France qui l'a si longtemps pillé sous l'ordre colonial et qui continue à le piller avec l'accord voire, à l'invitation des gouvernements, sous Gbagbo aussi bien que sous ses prédécesseurs. Mais la richesse qu'il y a, on pourrait, on devrait l'utiliser différemment, la répartir différemment, afin que tout le monde y ait sa part et avant tout, ceux qui la créent, en travaillant dans les usines, dans les commerces ou dans les champs : les travailleurs des villes et des campagnes.

## L'ART DE SOIGNER SES AMIS

Une délégation officielle de la Côte d'Ivoire, de haut rang, vient de faire un tour en France pour rencontrer des représentants du patronat français ainsi que les Chambres de Commerce de différentes régions. Le but du voyage : convaincre les patrons français qu'investir en Côte d'Ivoire vaut le coup, que les profits y sont conséquents, que la main d'œuvre y est compétente et pas chère et que l'Etat, loin de les embêter sur le plan de la fiscalité, les favorisera au contraire.

L'article que « Fraternité Matin » du 13 juillet 2006 consacre à ce voyage est édifiant. Voilà comment il résume les arguments du responsable de la délégation. *« Au niveau de la fiscalité, il a fait état de l'exonération d'impôts pendant 5 ans à Abidjan et 8 ans à l'intérieur quand l'investissement dépasse 500 millions de francs ; les frais de douane sont ramenés de 25% à 5%. Des mesures spéciales ont été prises pour aider les entreprises au sortir de la crise : la taxe sur les prestations de service est ramenée à 5% ; les arriérés d'impôts ont été supprimés ; la TVA supprimée dans le secteur agricole... »*

Ainsi, ces Messieurs les patrons sont officiellement dispensés d'impôts (à condition d'être riches d'au moins 500 millions), et de plus, des « mesures spéciales » les aideront à sortir de leurs difficultés qui doivent être bien plus grandes que les difficultés des ouvriers sans travail ou des paysans qui crèvent de misère

puisque, pour ceux-là, il n'y a point de « mesures spéciales ».

Mieux : les difficultés même des travailleurs, notamment le fait qu'ils peuvent être licenciés facilement, deviennent un argument de vente pour allécher les patrons français. La délégation a, en effet, *« donné les garanties faites aux employeurs, en matière de fluidité de l'emploi, de rupture de contrat de travail »*. Tout comme elle *« les a rassurés de la protection dont ils bénéficient contre le débauchage abusif d'agents qu'ils ont contribué à former. »*

La délégation a été dirigée notamment par les gouverneurs des districts d'Abidjan et de Yamoussoukro, Amondji et N'Dri, Tchétché N'guessan, directeur général du CEPICI et Don Mello, directeur du BNETD. Quelques uns donc des principaux notables de l'Etat et, accessoirement, du FPI.

Et ce sont les mêmes ou leurs compères qui essaient de se faire passer pour des adversaires de l'ex puissance coloniale et de son chef, Chirac. Pour le peuple, les discours démagogiques destinés à le tromper, pour les capitalistes de l'ex-puissance coloniale, la promesse de bénéfices plantureux et les cadeaux fiscaux de l'Etat. Mais l'impôt que les patrons n'auront pas à payer pendant 5 ou 8 ans, c'est autant de moins dans les caisses de l'Etat, autant de moins pour les dépenses utiles, pour les plus pauvres...

**LE CHEF DE LA BANQUE MONDIALE DECOUVRE  
CE QUI EMPECHE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE**

Le président de la Banque Mondiale, Paul Wolfowitz a déclaré le 7 juillet dernier lors d'un banquet réunissant des grands argentiers de la planète à Washington : « *L'un des handicaps de l'Afrique est son morcellement sur tant de frontières nationales...Une des difficultés inhérentes à l'Afrique reste incontestablement les conflits armés. Ces crises intermittentes empêchent toute action économique globale de longue durée* ».

Ce monsieur qui fait de tels constats pour découvrir tout d'un coup ces réalités n'est pas venu d'une autre planète. C'est un ancien politicien qui a même exercé dans le passé la fonction d'ambassadeur des Etats-Unis en Indonésie. Il est vrai que les USA n'ont pas eu la responsabilité directe dans le morcellement de l'Afrique. Ce sont les puissances capitalistes de seconde zone, c'est-à-dire l'Angleterre, la France, l'Allemagne et quelques autres qui ont morcelé le continent africain en fonction du rapport de forces entre eux pour y posséder chacun leurs territoires coloniaux.

Lorsque les Etats-Unis sont devenus la première puissance impérialiste, le partage colonial de l'Afrique et des autres continents était déjà fait. Les capitalistes américains n'ont pas eu besoin de disposer de colonies propres à eux pour que leurs marchandises trouvent des débouchés à l'extérieur de leur pays. L'Etat américain s'est

contenté d'installer des dictatures militaires infâmes dans toute l'Amérique latine par exemple, pour piller ces régions sans toutefois avoir la charge d'y gérer une lourde et coûteuse administration coloniale. Cela s'appelait le « self government ». Formellement ces pays étaient indépendants, mais dans la réalité les dictatures militaires ne se comportaient pas de manière moins féroce à l'égard de leur peuple que les gouverneurs et les officiers militaires dans les colonies.

Quant aux conflits armés dont ce monsieur fait état, il existe peu d'endroits de la planète où les USA et les grandes puissances ne soient pas impliqués. Les chefs de guerre de toutes les contrées sont approvisionnés par les marchands de canons qui ont souvent pignon sur rue dans les grandes capitales du monde.

Lorsque ce monsieur de la Banque Mondiale affirme que « *ces crises intermittentes empêchent toute action économique de longue durée* », il n'a pas forcément tort. Il ne lui reste plus qu'à convaincre les capitalistes et les banquiers qui l'ont placé à la tête de cette institution, d'arrêter de soutenir les dictateurs ainsi que les chefs de guerre grâce auxquels ils continuent de bâtir des fortunes colossales sur le sang et la sueur des peuples de toute la planète.

**AUDIENCES FORAINES A GUICHET SEPARÉ,  
LA PORTE OUVERTE AUX INJUSTICES.**

Les audiences foraines censées permettre à plus de 4 millions de

personnes d'être identifiées afin d'avoir une pièce d'identité, ont démarré ce

jeudi 13 juillet. Cette première vague concerne d'abord 150 localités à travers tous le pays.

Après plusieurs tractations, le gouvernement a décidé que pour une même opération, la population va être scindée en deux groupes distincts avec deux guichets séparés. Pour camoufler cette histoire de deux guichets, ils l'ont répartie sur les 5 jours de la semaine. Les trois premiers jours seront consacrés aux gens dits « nationaux » et, les deux derniers jours aux gens dits « étrangers ».

Avec cette manière de faire, ce gouvernement dit de « réconciliation » ne fera qu'approfondir la fracture car cette question d'identité est l'une des raisons de la guerre qui déchire ce pays depuis 2002.

C'est d'ailleurs sous le règne de Bédié que fut inventée cette opération appelée « Ivoirité » qui faisait d'une partie des ivoiriens, les « vrais », et d'une autre partie, des ivoiriens de « circonstance ». Conséquence, les gens soupçonnés d'être des non-ivoiriens étaient traqués partout et, ils ont eu leur pièce d'identité arrachée par les agents de sécurité. Et depuis, la division, la fracture, les injustices n'ont cessé de s'aggraver.

C'est à ces hommes et femmes transformés de force en des « sans papier », que s'est ajoutée la vague des enfants qui, depuis 98 jusqu'au jour aujourd'hui, ont successivement atteint l'âge d'avoir une pièce d'identité. Ces jeunes demandeurs de papier d'identité sont tous nés sur le sol ivoirien. D'autres sont des enfants des parents eux-mêmes nés ici.

Souvent même des enfants d'une deuxième ou troisième génération. Ce sont à ces jeunes pourtant tous nés ivoiriens, qu'on veut contester la nationalité ivoirienne.

Faire des jours différents pour une même opération est une manière de pousser à s'auto exclure ceux qui ne sont pas sûrs de leur nationalité, ceux qui hésitent, ceux pour qui la « nationalité » au sens de « l'ivoirité » n'a même aucun sens car ils ne connaissent que leur région. Cette décision aura aussi pour conséquence d'aggraver encore plus les divisions, les pressions ethniques déjà existantes. Mais surtout de livrer ouvertement ces hommes à des actes de violence que projettent les « patriotes ».

N'oublions pas que les jeunes « patriotes » avaient déjà donné le ton dans la commune de Port-Bouët pendant la phase d'essai. Ce jour, une horde de jeunes très excités, avaient menacé des gens, sous prétexte qu'ils les connaissaient comme étrangers et qu'ils étaient opposés à leur identification. Les dirigeants du FPI appellent ouvertement à surveiller les audiences foraines. C'est une façon de mobiliser leurs militants pour que ceux qui sont dans la queue d'attente, « craquent » avant même de passer devant le juge et n'osent pas s'inscrire comme ivoiriens. C'est abject ! Et c'est vraiment une façon d'aggraver les conflits ethniques et préparer des affrontements plus graves, catastrophiques pour tous, quelle que soit son ethnique.

#### FONCIER RURAL ET AFFRONTEMENTS INTER-ETHNIQUES

Des affrontements entre deux ethnies ont lieu depuis le 20 mai 2006 à Alépé, ville située à une cinquantaine de kilomètres d'Abidjan. C'est un

problème foncier relatif à une parcelle de 3000 hectares qui oppose les Abouré originaires de Bonoua et les M'Batto originaires d'Alépé.

En effet, de jeunes M'batto ont été froidement tailladés dans le champ de l'un des leurs par des jeunes Abourés. Ceux-ci estiment que cette portion de terre leur appartient. Il y a eu deux morts du côté des Mbatto.

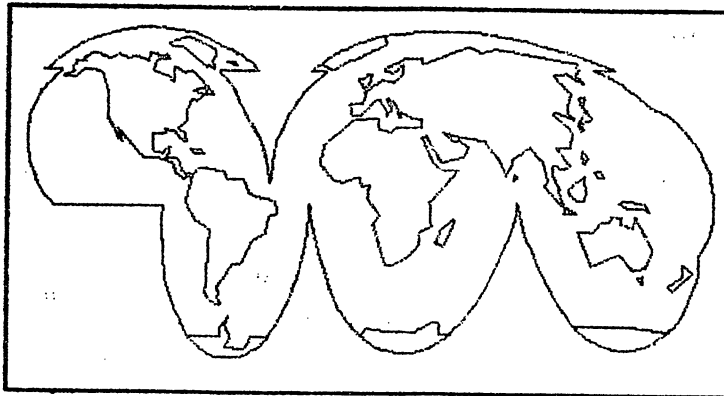
Pour calmer la situation, madame Simone Gbagbo et les autorités municipales de Bonoua ont fait la promesse de prendre les frais de funérailles en charge et de trouver une solution après les obsèques. Sauf que après les cérémonies funéraires, aucune solution n'a été trouvée et les M'Batto ne pouvaient plus se rendre dans leurs plantations parce que la menace d'être assassinés par les autres étaient toujours permanente.

Ceux-ci ne pouvant plus supporter plus longtemps cette menace, ont décidé de se rendre dans les plantations en groupe de jeunes organisés. Ceux-ci seront de nouveaux attaqués. Ainsi du lundi 3 juillet au vendredi 7 juillet de nouveaux affrontements ont eu lieu.

Depuis, ces plantations sont livrées à elles-mêmes et personne ne les travaille. Les « forces de l'ordre » envoyés dans la localité sont restées dans les villages au lieu d'être sur les lieux d'affrontement.

Pendant que le gouvernement tient des discours démagogiques, les affrontements continuent de déchirer des populations qui ont vécu en bonne intelligence pendant longtemps.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS!**



# L E U R S O C I E T E

## LA MISERE MATERIELLE ET MORALE, CEUX QUI L'AMPLIFIENT ET CEUX QUI EN PROFITENT !

Dans un campement, un petit garçon d'une dizaine d'années et deux de ses petits amis sont accusés de sorcellerie par un autre enfant de leur âge. L'accusation est portée lors d'un délire collectif, lors d'une séance de prière, au sein d'une secte religieuse.

Est-ce le fait d'une manipulation arrangée par le « pasteur » ou d'autres adultes intéressés ? C'est possible. Par ces temps difficiles, dans les campagnes, on trouve de plus en plus de gens qui gagnent leur vie sur la crédulité et la détresse d'autrui. Des escrocs en tous genres s'y installent. Ils construisent un lieu de prière, et se présentent eux-mêmes comme étant des pasteurs, prédicateurs, guérisseurs, etc. Ces petits escrocs vivent eux-mêmes aussi pauvrement que les villageois. En contrepartie du réconfort moral que ces précheurs apportent aux villageois, ils bénéficient, entre autres choses, d'une main-d'œuvre gratuite pour leurs petits champs d'igname et de manioc. Et il s'agit souvent de la main-d'œuvre féminine et infantile.

La mère de l'enfant ainsi accusé, imprégnée elle-même de toutes sortes de croyances et emprunte de naïveté, au lieu de protéger son enfant de cette grave accusation, demande au contraire à celui-ci, devant tout ce public : « mon enfant, qu'as-tu fais ? » Et l'enfant ne comprenant pas ce qui lui arrive répond avec la même naïveté :

« maman, c'est pas de ma faute. Une fois, quand je dormais, dans mon rêve, je me souviens que trois vieilles du village m'ont obligé à manger de la viande crue. J'ai refusé mais elles m'ont forcé ». Voilà comment une imbécillité prend corps !

Dès le lendemain, une dame se présente à une autre mère : « je t'emmène mon enfant. Son pied ne désenfle plus. Guéris-le. C'est ton enfant qui en est la cause ».

Cette dame ne sait pas comment soigner son enfant. Elle n'a pas les moyens de se rendre en ville et consulter un médecin. Evidemment, le prédicateur de service qui anime l'église qu'elle fréquente y est tout aussi impuissant. Le seul conseil qu'il a peut-être pu lui donner, c'est qu'elle aille remettre son enfant malade à la mère de l'enfant sorcier et l'obliger à le soigner. Et s'il ne guérit pas ? Et s'il meurt ?

Voilà comment un drame se noue, à partir d'une situation de misère et de détresse générale.

En d'autres temps et sous d'autres cieux, cette histoire de sorcellerie qui s'est passée dans ce campement ne serait pas sortie du cadre de l'imbécillité infantile. Mais de nos jours, ce genre d'affaire se règle même devant un juge ! D'ailleurs, chacun peut le remarquer, les victimes sont toujours de pauvres gens !

# L E U R S O C I E T E

La résurgence de toutes ces croyances d'un autre temps se nourrit de la misère dans laquelle est maintenue la grande majorité de la population de ce pays.

A cela s'ajoute une éducation insuffisante et l'absence de toute volonté de combattre les préjugés aussi bien du côté des dirigeants politiques que du côté des faiseurs d'opinion, la presse, la radio ou la télévision. Mais comment pourraient-ils combattre les préjugés lorsqu'eux-même y croient ou les pratiquent parfois sous la forme la plus imbécile ?

Et puis, eux qui n'ont que faire de la misère matérielle de la majorité, comment s'intéresseraient-ils à la misère morale qui en découle ? Au contraire, les préjugés, l'arriération morale, les arrangent ! Tant que la population travailleuse des villes et des campagnes, exploitée, rackettée, opprimée, s'occupe de somettes, elle ne cherchera pas les vrais responsables de sa misère : la bourgeoisie qui l'exploite et les politiciens qui s'enrichissent en se servant dans les caisses de l'Etat et les journalistes au service des uns et des autres !

## ECOLES PUBLIQUES : C'EST A L'ETAT DE LES CONSTRUIRE

Depuis des années, on assiste à une dégradation constante des écoles publiques avec des classes surchargées (80 à 90 élèves par classe), un manque criant d'enseignants et de matériel didactique.

Evidemment, les conséquences sont les conditions difficiles de travail des enseignants et les mauvais résultats scolaires. La situation est tellement alarmante que les autorités font semblant de s'en préoccuper. Dans le quotidien *Fraternité* matin du 15 juin 2006, l'on pouvait apprendre du directeur de l'informatique, de la planification, de l'évaluation et des statistiques (DIPES) que ce sont 860 nouvelles classes qui vont être ouvertes à la rentrée prochaine contre 715 l'an passé.

A quelques mois des élections, quel crédit accorder aux propos de ce haut fonctionnaire ? Même s'il disait vrai, les 860 classes sont très en dessous des besoins réels.

De son côté, le ministre de l'éducation nationale dans le même quotidien, évoque comme argument que c'est le taux de croissance trop élevé de la population et la pauvreté du pays qui ne leur permettent pas de construire autant de classes que nécessaire.

Mais le rôle de l'Etat, de ce ministre, n'est il pas précisément de prévoir, de planifier, d'organiser pour accueillir tous les enfants qui arrivent en âge de se scolariser ? Quant au manque d'argent, c'est encore un prétexte quand on sait que l'Etat verse aux écoles privées une somme d'environ 140.000 F par élève orienté. De sorte que le montant total s'élève à plusieurs milliards par an. Cette somme, ne pourrait-elle pas servir à construire de nouvelles écoles ?

Mais personne n'ignore que ce sont ces ministres, députés, maires ou leurs amis qui précisément sont les fondateurs de ces écoles. L'argent du public, à n'en point douter, les intéresse plus que l'enseignement.

# L E U R S O C I E T E

## LE GPP : UN DANGER POUR TOUTE LA POPULATION

Le GPP, milice faisant partie des mouvements patriotiques, sévit de nouveau en pleine capitale. Cela a commencé le 10 juin dans la commune d'Adjamé. D'abord ils ont essayé de reprendre possession de leur ancien repère qui est aux mains des militaires maintenant. Cela ne leur a pas réussi. C'est donc au « centre de réinsertion des jeunes en difficulté » d'Adjamé qu'ils avaient fait un rodéo pour déloger les enfants et en prendre possession. Après cela, certainement suite à la médiation de quelques pontes politiques ou de l'armée, c'est dans la commune de Yopougon, à Niangon terminus 27 qu'ils se sont installés.

Depuis, les riverains vivent dans la terreur et l'insécurité. Viols, agressions, rackets et bien d'autres sont le lot quotidien qu'ils font subir à la population. Des commerçants ont préféré même plier bagage. Le 8 juillet dernier, c'est à coups de kalachnikov et de pistolets automatique qu'ils s'en sont pris aux chauffeurs et apprentis

de gbaka. On dénombre un mort par balle, deux blessés graves et plusieurs véhicules endommagés.

Et pourtant, il y a plus d'un an déjà que cette milice avait été démobilisée par les autorités militaires. Cela montre que les histoires de démobilisation sont des mensonges. Chaque groupe, même officiellement démobilisé, peut toujours reprendre du service avec la complicité ouverte de certains membres du gouvernement. Et ce n'est pas pour assurer un rempart quelconque contre la rébellion. Parce que dans ce cas, ce n'est pas à Abidjan qu'on les aurait laissés se pavaner. Le rôle des milices c'est de contenir et de terroriser la population. Ce en quoi elles constituent une menace pour tous, quelle que soit son origine ou son ethnie. Qui peut garantir que, demain, on ne les mobilisera pas contre les ouvriers qui font grève ou contre les manifestants qui protestent contre telle ou telle décision gouvernementale ?

## JOURNEE MONDIALE DE LA POPULATION : BOHOUN BOUABRE SE MOQUE DE LA JEUNESSE

Bohoun Bouabré, Ministre du Plan et du Développement, s'adressant à la jeunesse, a déclaré dans la presse : « Mettez vous au travail car celui qui ne travaille pas est certain de ne rien avoir ». Mais où trouver du travail ? Après 5 ans de fonction dans le gouvernement, ce Monsieur fait mine d'ignorer les réalités de ce pays. Pendant que son parti était pleinement au pouvoir, rien ne

l'empêchait de construire des hôpitaux, des écoles, des routes, etc. Ces infrastructures qui manquent cruellement auraient pu, en plus, donner du travail à beaucoup de jeunes. Mais ce gouvernement n'a rien fait. Bohoun Bouabré est de ce fait vraiment mal placé pour faire la morale.

Alors, Monsieur le Ministre, quand on a rien à dire, on se tait !

# L E U R S O C I E T E

## LES PLUIES ENDOMMAGENT DES FORAGES À LA RIVIERA : LA SODECI ENTIÈREMENT RESPONSABLE

Trois forages de la SODECI ont été endommagés. Ces forages alimentaient 320.000 abonnés. Ce qui veut dire cinq fois plus en nombre de personnes ! On imagine bien la souffrance de tous ces gens qui ont été privés d'eau. La Sodeci prétend que ce sont les nombreuses pluies du mois de juin qui ont endommagé ces forages. Mais quel mensonge, alors ! N'y a-t-il pas un mois de juin, donc une

saison de pluie, tous les ans ? La réalité c'est que la Sodeci n'entretient pas les installations qu'elle a en charge. Pourtant, c'est cet argument qu'elle avait mis en avant pour augmenter le prix de l'eau.

A croire que la vocation de la Sodeci n'est pas de distribuer de l'eau potable mais de s'en mettre plein les poches sur le dos de la population !

## SEULS LES OISEAUX DE MEME PLUMAGE SE COMPRENNENT

Il existe depuis quelques mois une lutte au sein du parlement. D'un côté, il y a les députés du FPI et assimilés et de l'autre, ceux du PDCI et de l'UDPCI, regroupés au sein du RHDP. Ces derniers boycottent le parlement depuis quelques mois. En réponse, le président de ladite institution, Mamadou Koulibaly, qui est aussi un cadre du FPI, a suspendu les salaires de ces députés.

Pour régler le problème, Gbagbo a convoqué ces députés. Il a

suffi qu'il leur tende la carotte pour qu'ils se ruent tous à l'Assemblée Nationale, sans même l'accord de leur direction politique. Visiblement, messieurs les députés étaient vraiment affamés !

• D'un autre côté, dans la même semaine, aux enseignants en grève, Gbagbo leur avait dit que ce n'était « pas le moment de revendiquer » ! C'est dire qu'entre hauts dignitaires, opposants ou pas, ces gens là se comprennent.

## UNE VASTE ESCROQUERIE APPELEE PLACEMENTS D'ARGENT SE DEVELOPPE A ABIDJAN

Depuis quelques mois, on parle beaucoup des placements d'argent. Il s'agit de confier une certaine somme à des structures appelées maisons de placements qui prétendent vous rembourser en multipliant votre investissement souvent par 10. Ces soi-disant maisons de placements fleurissent partout et toutes promettent

l'enrichissement rapide. Elles proposent aux souscripteurs différentes combinaisons pour faire fructifier leur argent. Pour 25 000 f, on promet au bout de 2 mois 10 jours à l'« investisseur » qu'il aura 285 000f. Pour 50 000f au bout de la même période, ce sera 400 000f. Il y en a d'autres tels que pour 30 000f,

# L E U R S O C I E T E

le souscripteur pourra retirer chaque fin du mois 45 000f jusqu'à ce que la maison de placement n'existe plus. Le sommet c'est lorsque pour 50 000f, on promet au client qu'il va gagner au bout de 2 ans 2 mois, 55 000 000f. Les combinaisons sont nombreuses mais elles visent toutes le même but : attirer les gens naïfs pour leur voler leurs maigres économies car pour la plupart ce sont les petites gens qui sont les principales victimes.

Evidemment, avec les conditions économiques qui sont de plus en plus difficiles, la misère qui s'aggrave de jour en jour, la tentation est grande pour les petites gens d'y placer le peu qu'ils ont mis de côté.

Les tenanciers de ces maisons de placements qui sont de véritables escrocs le savent bien. Pour mieux tromper et gruger les gens, ils ont remboursé à une infime partie de leurs épargnants.

Mais à bien y réfléchir, ces gens font à petite échelle ce que d'autres font à une échelle beaucoup plus grande et légalement. Prenons le cas de la SODECI, qui a augmenté les factures d'eau sous prétexte qu'elle allait procéder à des investissements. Ce sont des milliards qu'elle engrange ! Pendant ce temps à Abidjan, de nombreux quartiers sont confrontés régulièrement à des pénuries d'eau, comme à Abobo ou à l'intérieur. Ce qui n'empêche pas cette société de continuer à encaisser les factures dans ces endroits. La CIE fait exactement pareil avec sa taxe sur l'« électrification rurale ». Elle est censée électrifier les villages sauf que ces populations attendent toujours.

On pourrait citer bien d'autres exemples. Alors à côté de la CIE et la SODECI, les escrocs des maisons de placements font figure d'apprentis !

## 18 FAMILLES EXPULSEES DE LEURS LOGEMENTS

Sur ordre d'Amondji, gouverneur du district d'Abidjan, les « forces de l'ordre » ont expulsé 18 familles de leurs logements qu'ils occupaient depuis 1967 dans la commune de Marcory.

Femmes, enfants, hommes, meubles, etc. dispersés dehors. C'est à coups de lacrymogènes que ces gens ont agi à l'égard de ces familles. Pourquoi ? Parce que selon Amondji, ces familles occupent « illégalement » les logements. Il faut noter que ces logements ont été attribués aux agents de l'ancienne « ville d'Abidjan »,

aujourd'hui devenue « district d'Abidjan ».

Ces familles qui occupent ces logements en toute légalité depuis 1967, où veut-il qu'elles aillent se loger ? Ne peut-il pas faire de nouveaux logements pour ses nouveaux agents ?

En tout cas, ce n'est ni le terrain, ni l'argent qui manquent au district d'Abidjan pour construire.

Ces hauts dignitaires se comportent comme tous les patrons. Ils n'ont que du mépris pour les travailleurs !

**MALGRE LES DISCOURS, LA FIN DE LA GUERRE N'EST PAS A L'HORIZON  
ET ENCORE MOINS LA PAIX POUR LES CLASSES POPULAIRES**

Pendant une semaine, le premier ministre Konan Banny a sillonné les départements de l'Ouest, zone « loyale » comme zone « rebelle », passant de Biankouma à Man, de Bangolo à Bloléquin pour finir à Guiglo et à Duékoué. Il a intitulé son convoi « train de la paix ». « La guerre est finie. L'heure est maintenant à la paix » -répétait-il de discours en discours. Mais à en juger par ce que la presse rapporte de l'accueil qui lui a été fait, chaque étape fournissait au contraire une illustration des tensions, des contentieux, des frustrations alimentées notamment par des conflits pour la terre. Chaque étape a mis surtout en évidence les dégâts, physiques et moraux, du conflit en cours, de la montée de l'ethnisme, du parti pris des notables engagés dans un camp ou dans l'autre. Ce qui, dans d'autres régions, tient de la guerre de position entre l'armée officielle et les « Forces nouvelles », sans que les relations entre communautés soient détériorées de façon irrémédiable, se transforme dans cette région frontrière bien souvent en affrontements armés où les incursions violentes et les tueries perpétrées par les uns sert de justification aux autres pour se venger de la même manière. Et en écho aux discours lénifiants de Banny répondaient bien souvent les paroles guerrières des notables, engagés du côté du gouvernement ou des Forces nouvelles, énumérant le nombre des victimes et criant vengeance.

Que, dans cette région comme dans les autres, la grande majorité de la population ait assez de la guerre, assez des villages détruits, assez de laisser en friche les champs de crainte d'être tués lors d'une incursion armée, est une évidence. Mais la population

subir, l'action est le fait de milices armées et ce sont les notables qui se font leurs porte-parole qu'on entend.

Le 19 septembre prochain, la Côte d'Ivoire aura bouclé ses quatre ans de crise mais rien ne dit que le dernier en date des dits processus de paix, celui qui devrait déboucher sur des élections en octobre, soit celui qui mette fin à la coupure du pays en deux. Tout indique même le contraire.

Il y a pourtant du monde qui s'agite autour de la Côte d'Ivoire, de l'Union Africaine à l'ONU. Des conciliabules succèdent aux conciliabules, des accords aux accords, aussitôt signés, aussitôt mis au placard. Le GTI, le Groupe de Travail International a même établi une chronologie de « sortie de crise » en sa réunion du mois de juin. Mais qui respectera une quelconque chronologie ? Qui respecte le GTI ?

Sous la pression de la diplomatie internationale, une nouvelle procédure a été lancée, commençant par l'établissement de listes électorales un peu plus objectives que celles établies par Gbagbo et que ses adversaires Bédiés et Ouattara ont toutes les raisons de suspecter d'avoir été dressées pour assurer la victoire du président en place. Mais les audiences foraines, censées démarrer la procédure, n'ont même pas encore commencé, que la manière de s'y prendre devient elle-même objet de conflit.

La dite diplomatie internationale, représentée par des chefs d'Etat africains aussi peu démocratiques les uns que les autres envers leurs peuples et derrière elle, les grandes

puissances dont la France, s'accommoderaient de n'importe lequel des trois prétendants. Ils les connaissent tous les trois : Bédié, l'ancien président, Gbagbo, l'actuel, Ouattara, l'ancien premier ministre sans parler de Konan Banny qui peut prendre goût à l'ambition présidentielle. Mais voilà, sans même compter ce dernier, ils sont trois, avec leurs clientèles de notables, leurs bases ethniques, leurs appareils politiques et leurs milices. Ils sont trois – et aucun d'entre eux n'a l'intention de s'effacer devant les deux autres. Et depuis le temps que dure la rivalité, il ne s'agit plus seulement d'ambitions personnelles opposées. Il s'agit d'intérêts et de clans. Trop d'intérêts en jeu et trop de notables, des députés aux maires, en passant par les directeurs des institutions étatiques dont la position sociale et les possibilités d'enrichissement dépendent de qui va gagner.

Mais le fond du problème n'est même pas dans cette rivalité – bien qu'elle soit à l'origine du problème et un de ses principaux facteurs aggravant... Des clans, rivaux pour le pouvoir, bien d'autres pays d'Afrique en connaissent, sinon tous. (Même lorsque cela ne se voit pas, masqué par la dictature). La gravité de la situation, du point de vue des dirigeants de ce monde, c'est que l'appareil d'Etat lui-même, et son noyau, l'armée, ont éclaté dans cette affaire. Il n'y a pas un Etat en Côte d'Ivoire, il y en a deux qui se combattent, sans que l'un parvienne à l'emporter sur l'autre, sans même que les grandes puissances puissent savoir lequel des deux peut l'emporter.

Dans son discours de Man, Banny a lancé aux Manoï que, pour hâter la paix, ils ont « le devoir de refuser » de coopérer avec « toute

personne qui n'est pas militaire » ou toute organisation « qui n'est pas l'armée ». Mais quelle armée, justement ? Celle d'Abidjan ou celle de Bouaké ?

Lorsque des voix s'élèvent du côté de la classe privilégiée, du côté des Chambres de Commerce ou du patronat pour souhaiter la fin de la guerre, on peut les croire. Oh, ce n'est pas que les dégâts catastrophiques de l'état de guerre pour les classes populaires les préoccupent. Mais à part pour la frange de trafiquants qui s'enrichissent de la guerre elle-même, l'état de guerre, l'insécurité et la coupure du pays en deux, sont préjudiciables aux affaires. Mais comment réunifier les deux morceaux coupés de l'appareil d'Etat ?

Depuis les accords de Marcoussis, la solution proposée est d'organiser de nouvelles élections, dans l'espoir que l'homme élu, fort de sa légitimité, aura les moyens politiques de rétablir l'unité de l'Etat, à condition que les élections ne se déroulent pas dans des « conditions calamiteuses » pour reprendre l'expression de Gbagbo. Ce qui n'est d'ailleurs pas automatique : encore faut-il que, quel que soit l'élu, son élection soit acceptée par les deux parties séparées de l'appareil d'Etat.

Mais surtout, il faut déjà que les élections puissent avoir lieu. Si les audiences foraines, qui n'en constituent que le prologue, et leur organisation sont objet de conflits, c'est que les deux camps, celui de Gbagbo et celui, momentanément associés de Bédié et de Ouattara, ont des raisons de penser que les élections se jouent dans l'établissement des listes électorales. Si le FPI continue à mettre en avant la nécessité de désarmer d'abord, c'est

que le camp loyaliste aurait alors le contrôle des listes électorales. Et c'est pour des raisons symétriques que les « rebelles » n'ont pas la naïveté de désarmer avant que les élections se déroulent. Et au petit jeu des conflits à chaque étape du processus électoral, il apparaît de moins en moins vraisemblable que les délais prévus par la diplomatie internationale puissent être tenus.

On ne peut pas oublier par ailleurs l'aspect matériel de la scission de l'armée à l'époque : l'équipement et surtout, les salaires. Si les grandes puissances avaient mis la main à la poche à temps pour augmenter le financement de l'armée, elles auraient peut être pu en empêcher la dislocation. Il n'est pas dit que ce moyen soit encore suffisant après quatre ans de séparation. Mais de toute façon, les grandes puissances prodiguent plus facilement des conseils qu'elles n'augmentent leurs contributions financières, de crainte de surcroît que cela soit à fonds perdus. La France, principale concernée, préfère financer la présence de sa propre armée même si celle-ci est d'autant moins en situation de rétablir l'unité de l'Etat qu'elle apparaît pour ce qu'elle est : une armée d'occupation dont la seule raison de la présence est la défense des intérêts de l'impérialisme français.

Nulle ne peut donc prévoir si le rétablissement de l'unité de l'Etat sortira du processus en cours ou si ceci n'est que la dernière en date des tentatives ratées. De toute façon, même si son unité est rétablie, cet Etat sera aussi oppresseur pour les classes populaires qu'il l'a toujours été dans le passé. Ceux qui présentent la « réconciliation » entre les deux camps comme la promesse d'un avenir heureux, sont des marchands d'illusions. Unifié ou pas, l'Etat sera toujours un instrument des possédants pour défendre l'ordre sociale et donc, pour tenir les classes populaires. Et les corps habillés, membres d'une armée unifiée ou pas, continueront à racketter la population.

Malheureusement, il n'est même pas dit que la réunification signifie la paix. Les clans politiques rivaux ont accumulé tant de matériaux explosifs, ont tant monté les communautés les unes contre les autres, tant armé les milices que, même si la guerre entre les deux parties de l'Etat s'arrête, rien ne garantit que la guerre dans la population, la guerre contre la population, s'arrête à son tour. Mais cette guerre-là, celle qui fait le plus de victimes dans les classes populaires, ne préoccupe pas plus les grandes puissances que la classe privilégiée d'ici, du moment qu'il y a un « Etat légitime », et du moment surtout que les affaires peuvent reprendre.



# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.